



ccig.ch



La voix des entreprises
genevoises depuis 1865

GENÈVE ÉCONOMIE



Novembre 2025
No 9



IL N'EST JAMAIS TROP TARD POUR PRÉPARER LA TRANSMISSION DE VOTRE ENTREPRISE

N°1 en Suisse
2000 produits

20 agences
1000 transactions/an

Tél. 022 700 22 22
pme@remicom.com

REMI(COM)

TRANSMISSION D'ENTREPRISES

www.remicom.com

ÉDITORIAL



Une CCIG engagée au service des entreprises genevoises

ROMAIN DURIEZ

Directeur opérationnel et directeur général adjoint

La Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève s'affirme, plus que jamais, comme la voix vivante de l'économie genevoise. À l'écoute des entreprises, elle dialogue sans relâche avec les autorités, les institutions et l'ensemble des partenaires publics pour défendre des conditions cadres stables et propices à la prospérité de toutes les entreprises du canton. Dans un contexte où chaque décision politique façonne l'avenir économique, la Chambre veille à ce que la voix des entrepreneurs résonne avec force et clarté auprès des décideurs.

INNOVATION ET RASSEMBLEMENT

Fidèle à sa mission historique de mise en relation, la Chambre innove et fédère. Grâce au développement de véritables communautés d'entreprises – Générations CCIG pour les jeunes entrepreneurs, Cercle de la Chambre pour les dirigeants, Ambassadeurs, pour les promoteurs de la Chambre et désormais CCIG Croissance dédiée aux PME genevoises en plein essor – la Chambre crée des plateformes uniques de rencontres, d'échanges et de synergies. Elle offre ainsi à chaque entreprise, quelle que soit sa taille ou son secteur, une visibilité accrue sur la scène locale et internationale. Promouvoir l'économie genevoise, c'est aussi

valoriser ses talents, ses savoir-faire et son ancrage territorial, dans un esprit d'ouverture et d'innovation.

Cette ambition se décline autour de trois axes stratégiques : mettre en réseau et promouvoir, inspirer et informer, porter la voix de l'économie dans le champ politique. Trois piliers qui structurent l'action de la Chambre au quotidien.

Être au plus près des entreprises genevoises, dans toute leur diversité et leur richesse, telle est la promesse de la CCIG. Start-up, artisans, PME familiales, filiales de groupes internationaux ou multinationales : tous contribuent à la vitalité du canton. La Chambre s'engage à leur offrir un environnement favorable pour s'informer, se connecter, se développer et rayonner.

SERVICES PERSONNALISÉS, PROGRAMMES EXCLUSIFS

Face aux défis contemporains tels que la digitalisation, la durabilité, l'internationalisation – la Chambre enrichit son offre : formations ciblées, accompagnements personnalisés, accès à des expertises variées. Plus qu'un réseau, la Chambre se positionne comme une véritable place de marché où se rencontrent les acteurs qui font l'économie de Genève.

Enfin, elle consolide son écosystème de Partenaires : près de dix nouvelles entreprises ont récemment rejoint ses programmes exclusifs, témoignant de la confiance et de l'exigence qui animent l'institution. Alliances avec incubateurs, organismes d'innovation, institutions publiques et acteurs privés : la CCIG tisse un réseau solide pour offrir à ses Membres des opportunités d'affaires, un accès privilégié à de nouveaux marchés et des programmes innovants. Elle facilite aussi l'intégration des jeunes structures dans le tissu économique local, leur ouvrant les portes des grands réseaux tant privés que publics, gage de la pérennité de notre dynamisme économique! ■



Cocktail des Partenaires de la CCIG.

« Notre vie n'est que mouvement. »
Michel de Montaigne

SOMMAIRE

COMMUNAUTÉ

Générations CCIG, la communauté de la Chambre tournée vers les entrepreneurs de moins de 40 ans se structure avec un comité de 12 participants. Présidée par Patrick Brechtbühl, entrepreneur et enfant du Pays, âgé de 31 ans, cet écosystème est un véritable tremplin pour mettre en réseau, promouvoir et former. ► P. 2

DOSSIER

Le rapport Weidmann de l'EPFZ vise à orienter les investissements des transports à l'horizon 2045. Provoquant de fortes réactions parmi les acteurs de la mobilité, la Chambre donne la parole à l'État de Genève et OuestRail, l'association de promotion du réseau ferroviaire. ► P. 5

INTERNATIONAL

Retour sur la délégation genevoise à Dubaï et au Caire. Avec ces riches échanges, Genève continue de renforcer sa présence dans la région MENA. ► P. 8

EUPOROS SA, LA RÉFÉRENCE DANS LE COMMERCE DE MÉTAUX PRÉCIEUX DEPUIS 2010



euporos.ch



Contactez nous : +41 22 552 13 15
World Trade Center II, 1215 Geneve



INVESTISSEZ DANS VOTRE AVENIR!

Fédérer la nouvelle génération d'entrepreneurs genevois



Entrepreneur et président de la communauté Générations CCIG, Patrick Brechtbühl veut transformer la vitalité des jeunes entrepreneurs en une véritable force collective. Entretien.

UN ÉLAN NÉ D'UN CONSTAT

À Genève, les jeunes entrepreneurs sont de plus en plus nombreux. Créateurs, repreneurs, innovateurs, ils bouillonnent d'idées, mais peinent parfois à trouver le bon accompagnement, les bons interlocuteurs ou les bons relais. « Nous avons une génération talentueuse, mais qui manque encore de soutien et d'accès à l'information, au réseau et aux opportunités » explique Patrick Brechtbühl. C'est pour répondre à ce besoin que la CCIG structure et développe la communauté « Générations CCIG », un écosystème exclusif dédié aux entrepreneurs de moins de 40 ans.

ENFANT DU PAYS, ATTACHÉ À L'ÉCONOMIE LOCALE

À 31 ans, Patrick Brechtbühl dirige depuis 2024 l'entreprise familiale Somatra SA, il incarne cette nouvelle génération d'entrepreneurs ancrés localement mais ouverts sur le monde. « Je suis un enfant du pays, profondément attaché à l'économie genevoise. Prendre la présidence de Générations CCIG m'honore et m'oblige: celle de développer des connexions, d'encourager la relève et de créer des passerelles entre jeunes dirigeants. C'est, en quelque sorte, ce dont je rêvais depuis mes débuts dans l'entrepreneuriat. »

UNE COMMUNAUTÉ POUR APPRENDRE, PARTAGER ET S'ENGAGER

Structurée autour de trois piliers: mettre en réseau et promouvoir, inspirer et former,

porter la voix de l'économie – la communauté se veut à la fois un espace d'échanges et un tremplin. « Le réseau, c'est l'ADN de notre démarche: favoriser les synergies et la collaboration. L'inspiration et la formation passent par le mentorat, les ateliers, les retours d'expérience. Enfin, être un porte-voix, c'est faire entendre les besoins de la jeune génération dans le débat économique et le champ politique. »

L'objectif est clair « faire communauté »; ainsi et d'ici 2026, Générations CCIG ambitionne de réunir plusieurs dizaines de membres actifs, de « gagner en crédibilité » et de « mériter la confiance de la CCIG et de l'écosystème genevois ». Patrick Brechtbühl précise « nous voulons aussi mettre en lumière un ou deux projets d'entrepreneurs que nous aurons soutenus – des projets porteurs de sens et de plus-value pour le territoire. »

LES DÉFIS D'UNE GÉNÉRATION

Pour son président, le premier défi de Générations CCIG est celui de la « crédibilité ». « Il faut convaincre des interlocuteurs souvent issus d'une autre génération. Cela demande de la constance, du professionnalisme et de la régularité. » Viennent ensuite les conditions cadre, qu'il faut préserver et améliorer, ainsi qu'une meilleure connaissance de l'écosystème: « beaucoup d'entrepreneurs ne savent pas à qui s'adresser – banques, fiduciaires, institutions. Générations CCIG veut jouer un rôle de passerelle. »

OSER, S'ENTRAIDER, SE FÉDÉRER

Au-delà des chiffres et des projets, c'est un état d'esprit que Patrick Brechtbühl souhaite insuffler, entouré des douze membres du Comité. « Entreprendre peut parfois sembler isolant. Mais en rejoignant une communauté de pairs, on multiplie ses chances de réussir. L'idée, c'est de s'entraider, de partager, de construire ensemble. Genève a besoin de cette énergie collective. » ■

Contact & informations: Mélissa Riesen
m.riesen@ccig.ch / +41 22 819 91 16

PRO et son management visuel résolument humain



Ivan Haro, directeur général de PRO devant les tableaux de management visuel.

PRO, située à l'Espace Tourbillon, a comme mission première d'intégrer et de réinsérer des personnes exclues de l'économie traditionnelle, notamment en raison de handicap. Sa culture d'entreprise, ses valeurs et sa méthode de management visuel en font une entreprise vraiment humaine et économiquement performante des plus inspirantes. Rencontre avec son directeur général Ivan Haro, que nous sommes ravis d'avoir accueilli parmi les membres du Cercle de la Chambre.

COMMENT LES VALEURS DE PRO SE TRADUISENT-ELLES DANS LA CULTURE D'ENTREPRISE ET LES PRATIQUES QUOTIDIENNES DE L'ORGANISATION ?

Notre culture d'entreprise est le fruit d'une démarche collective achevée en 2021. Elle repose sur l'exigence, la transparence, l'écoute et le soutien. Ces principes orientent nos choix et guident nos pratiques quotidiennes afin de renforcer notre mission humaine, sociale et économique.

DEPUIS 2 ANS, VOUS AVEZ MIS EN PLACE LA MÉTHODE DU MANAGEMENT VISUEL.

COMMENT CETTE MÉTHODE A-T-ELLE MODIFIÉ VOS FAÇONS DE TRAVAILLER ?

PRO réunit une grande diversité de métiers, de profils et de situations de

handicap. Dans ce contexte, le management visuel est un outil précieux pour mieux communiquer au quotidien. Chaque jour, ces supports deviennent de véritables repères pour les équipes. Ils offrent une vision claire des activités en matière d'objectifs de production et de planification ainsi que des enjeux en matière de sécurité et de santé au travail. Au-delà de la simple transmission d'informations, cette méthode renforce la transparence, l'autonomie et la responsabilité des équipes. C'est aussi le moyen pour elles de respecter leurs engagements commerciaux en termes de qualité, de prix et de délai.

QUELS CONSEILS DONNERIEZ-VOUS AUX ENTREPRISES QUI SOUHAITENT L'ADOPTER ?

Nous ne souhaitons pas conseiller, mais plutôt partager nos pratiques et nos expériences. Le management visuel permet d'horizontaliser et de dynamiser les échanges, tout en recentrant les discussions sur les thématiques plutôt que sur les personnes, et sur les faits plutôt que les opinions. Chaque tableau de management visuel est conçu selon la réalité terrain de chaque équipe. Il s'agit d'un processus itératif, qui évolue en permanence en fonction des besoins et des suggestions de chacun.

QUELLES SYNERGIES SOUHAITEZ-VOUS DÉVELOPPER AVEC LA CHAMBRE ET SES MEMBRES ?

Je souhaite avant tout favoriser le partage et l'échange avec les entrepreneurs membres de la Chambre. Ces interactions entre pairs sont une source précieuse d'inspiration et d'apprentissage. Elles permettent également de contribuer activement au débat économique. C'est une perspective enthousiasmante! ■



Le Cercle de la Chambre en visite chez PRO autour du management visuel.



LOCAUX ARTISANAUX À LOUER

Chemin de l'Émeraude 10, Vernier

- Ateliers prêts à l'emploi de 330 m² à 3'800 m²
- Loyer dès 220.-/m²/an
- Accès plain-pied et quais de chargement
- Monte-charges de 6 tonnes grande capacité
- Locaux chauffés et rafraîchis

spg partner
Anne-Pascale Marchand 022 707 46 66 | apm@spgpartner.ch



metiersvernier.ch

Hauteur 4,10m

Charge au sol 1'500kg/m²

FINANCE DURABLE

Building Bridges 2025: de l'idéologie à l'action

À Genève, l'édition 2025 de Building Bridges a confirmé que la finance durable n'est plus une question de pourquoi, mais de comment. Plus de 2 000 participants issus du secteur public et privé ont rejoint l'événement partageant l'idée que la transition n'est pas une aspiration morale, mais un véritable modèle économique de la prospérité.

LES MARCHÉS DU CARBONE EN AVANT-SCÈNE

Les marchés du carbone ont illustré à la fois le potentiel et la complexité du financement de la transition. Ils représentent désormais une classe d'actifs à part entière. Cependant, pour passer à l'échelle supérieure, ces marchés ont besoin de cadres réglementaires solides de la part des gouvernements, de la confiance des investisseurs et que les communautés puissent profiter directement des bénéfices.

NATURE ET BIODIVERSITÉ: DES ACTIFS STRATÉGIQUES

Les échanges sur la dette-nature, le risque lié à la biodiversité et les solutions fondées sur la nature ont mis en exergue que les écosystèmes doivent être valorisés comme des actifs, et non comme des externalités. L'accent a été également mis sur le passage des projets pilotes aux filières principales, en intégrant la nature dans la finance souveraine, les infrastructures et les bilans des entreprises

INNOVATION DANS LES MARCHÉS ÉMERGENTS

Le salon a aussi salué le courage et l'innovation des investisseurs opérants dans



Effervescence autour de l'avenir de la finance durable.

les marchés émergents. Grâce à la finance mixte, aux garanties et aux instruments à impact, il est possible de mobiliser des capitaux privés vers des zones ou des projets où le risque est élevé.

DROIT ET RÉGLEMENTATION

Côté régulation, les nouvelles directives RSE européennes façonnent la responsabilité des entreprises et ont un impact direct sur les flux de capitaux. Un participant a mis en garde sur le fait que si les investisseurs ne peuvent se fier aux données ESG, ils ne pourront pas allouer leurs capitaux en toute confiance. La réglementation a été présentée comme un levier de confiance, de comparabilité et de confiance à long terme.

Comme l'a rappelé John Kerry: «Aucun gouvernement ne peut mener seul cette bataille. Seule une alliance public-privé permettra d'atteindre nos objectifs climatiques.» ■

FINANCE

Fondation Genève Place Financière: perspectives 2025-2026

La Chambre était présente à la conférence de presse de la Fondation Genève Place Financière (FGPF) qui s'est tenue le 16 octobre à la Fondation Jeantet en présence de Denis Pittet, président de la FGPF et d'Edouard Cuendet, directeur de la Fondation, venu présenter l'enquête conjoncturelle 2025-2026. Cette rencontre était aussi l'occasion de mettre en avant-scène la philanthropie à Genève représentée par Mara De Monte, directrice exécutive du Centre en philanthropie de l'Université de Genève.

STABILITÉ, PROPORTIONNALITÉ ET COMPÉTITIVITÉ

Le secteur financier à Genève représente 38 000 emplois à haute valeur ajoutée et contribue à hauteur de 12,9 % du PIB et 23 % des recettes du canton. Pour lui permettre de continuer à jouer son rôle de moteur économique, Denis Pittet a ouvert son discours en appuyant sur trois principes fondamentaux à respecter: la stabilité, la proportionnalité et la compétitivité. Un triptyque qui doit servir de grille de lecture pour répondre aux défis internationaux et nationaux.

Parmi ces défis, la Suisse opte pour des choix réglementaires qui vont à contre-courant d'autres États. Alors que l'Union Européenne, le Royaume-Uni et les États-Unis empruntent la voie de la déréglementation et ont, à titre d'exemple, décidé de repousser la mise en œuvre de Bâle III - qui exige notamment davantage de capitaux des établissements bancaires -, la Suisse l'applique depuis le 1^{er} janvier 2025. Pour la FPGP, la réglementation en Suisse doit être fondée sur une analyse d'impact à même de garantir le renforcement de la stabilité financière sans nuire à compétitivité.

NON À L'INITIATIVE SUR L'AVENIR

La FPGP partage la prise de décision de la Chambre et s'oppose également fermement à l'initiative « Pour l'avenir ». Rappelons que la demande vise à imposer au taux de 50 % les successions et donations dépassant les 50 millions de francs, ce qui entraînerait un exode des contribuables les plus importants.



Edouard Cuendet, Mara de Monte et Denis Pittet lors de la conférence de presse de la FGPF (à la fondation Jeantet).

En Suisse, il est estimé que l'acceptation de cette votation entraînerait la perte de 77 % à 93 % du substrat fiscal potentiel. Par ailleurs, la FPGP a rappelé que l'économie suisse est représentée à 99 % par des PME et à 80 % par des entreprises familiales.

ENQUÊTE CONJONCTURELLE SOUS LE SIGNE DE LA CONFIANCE

Après une année record en 2024 pour la gestion de fortune, 2025 montre des résultats solides pour tout le secteur et 2026 s'annonce favorable a indiqué dans les grandes lignes Edouard Cuendet, directeur de la Fondation, avant de présenter en détail l'enquête conjoncturelle 2025-2026.

La fintech se place en tête des branches financières avec des chantiers majeurs: modernisation des SI, intégration de l'IA, solutions personnalisées. Si la Suisse trône toujours au sommet du classement innovation de l'OMPI, la finance durable perd du terrain, bien que l'édition 2025 de Building Bridges a été particulièrement dynamique et confirme le rôle central de Genève dans ce domaine.

PHILANTHROPIE EN MUTATION

Pour marquer le rôle de la FPGP et du monde académique sur le secteur de la philanthropie à Genève, Mara de Monte, directrice exécutive du Centre en philanthropie de l'Université de Genève était l'invitée de la conférence de presse. Ce secteur qui emploie 25 000 personnes a besoin de partenariat public-privé pour sa pérennité. Dans la philanthropie comme dans d'autres secteurs, il faut rester dans la compétitivité et « préserver et cultiver ses atouts sans se reposer sur ses acquis », a indiqué Denis Pittet, président de la Fondation. ■

MOBILITÉ

La mobilité durable s'invite à la TRGG

Le jeudi 2 octobre, la CCIG a hébergé une Table ronde du Grand Genève (TRGG) sur la mobilité durable comme levier de performance et d'attractivité.

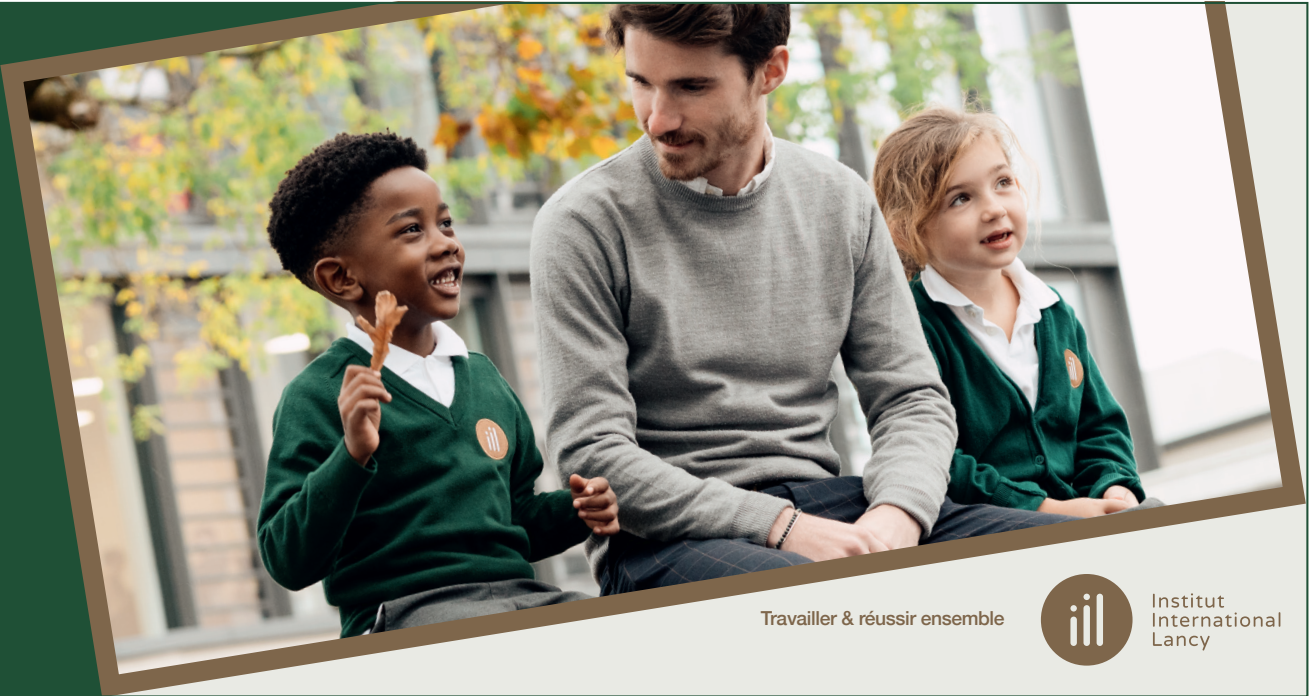
Modérée par Romain Duriez (CCIG), elle a permis aux intervenants de débattre de solutions concrètes pour transformer les contraintes de mobilité en opportunités stratégiques et faire de la transition écologique un moteur de compétitivité.

Organisée par CCI France Suisse, avec le Pôle métropolitain du Genevois français, la CCIG, Pays de Gex Agglo et l'OCEI, la rencontre a réuni Marie Icardo (Alstom Suisse), Elisabeth Pfund (B Lab), Noël Mercier (ArchParc), Lionel Brasier (tpg) et Ludovic Antoine (Pôle métropolitain). ■

Depuis plus de 120 ans, nous sommes à l'écoute de vos enfants.

Ecole internationale bilingue français/anglais de 3 à 19 ans

iil.ch



Travailler & réussir ensemble



Institut International Lancy

Pierre Maudet réagit au rapport Weidmann sur les transports



« Genève, comme Bâle, construit sa prospérité sur ses échanges internationaux. Ignorer cette dimension, c'est prendre le risque de freiner le développement économique du pays tout entier. »

LA PLUPART DES CANTONS SEMBLENT SATISFAITS DU CONTENU DU RAPPORT WEIDMANN. QUELLE EST, DE VOTRE CÔTÉ, VOTRE PREMIÈRE IMPRESSION ?

L'image d'un consensus national autour du rapport Weidmann ne reflète pas la réalité des réactions cantonales, souvent nuancées, parfois critiques. Certains cantons estiment, comme Genève, que les priorités définies ne répondent pas aux besoins réels du pays. Par exemple, les deux Bâles déplorent que les besoins stratégiques de leur agglomération transfrontalière et les enjeux liés au trafic de marchandises européens aient été relégués au second plan, alors même qu'ils sont essentiels pour l'économie nationale et pour la compétitivité des grands pôles logistiques. Berne s'inquiète de voir stopper net le développement de son réseau régional, et Neuchâtel constate que la reconnaissance d'une ligne directe ne s'accompagne pas de la modernisation essentielle de sa gare.

Ces critiques illustrent un constat partagé : ce rapport, annoncé comme purement technique, comporte de nombreux biais de nature politique, tout en négligeant

des paramètres fondamentaux tels que les dynamiques économiques régionales, la mobilité transfrontalière ou encore l'intégration de la Suisse dans les grands réseaux européens. Or, l'attractivité et la prospérité de nos régions reposent sur la capacité du pays à penser ses infrastructures dans une perspective stratégique, en lien étroit avec l'économie et l'emploi.

PLUS PARTICULIÈREMENT, COMMENT ÉVALUEZ-VOUS LES PROJETS FERROVIAIRES ET ROUTIERS FIGURANT DANS LE RAPPORT POUR NOTRE CANTON ? LES PRIORITÉS IDENTIFIÉES VOUS PARAISSENT-ELLES ADAPTÉES POUR FAIRE FACE AUX BESOINS ACTUELS ET FUTURS DU TERRITOIRE ?

Certains projets majeurs, comme l'extension souterraine de la gare de Cornavin, sont confirmés, ce qui est essentiel pour renforcer la capacité du réseau sur l'Arc lémanique. Mais il s'agit d'un acquis déjà prévu depuis 2009 dans le cadre de Léman 2030, et non d'une avancée nouvelle. L'absence de toute perspective pour la deuxième ligne ferroviaire entre Genève et Lausanne est inacceptable : au-delà du tronçon Morges-Perroy, aucune étude, aucun calendrier ne sont envisagés avant la seconde moitié du siècle. Cela compromet l'un des corridors économiques les plus dynamiques du pays.

Similairement, la priorisation de la gare de Nyon n'a guère de sens sans l'extension de la gare de Genève-Aéroport. Sur le plan routier, le report à 2050 de l'élargissement de l'autoroute crée un effet d'entonnoir, où les capacités en amont augmentent en maintenant le goulet d'étranglement à l'entrée de l'agglomération du bassin genevois.

Comme indiqué précédemment, ce rapport sous-estime des enjeux stratégiques : la

connexion de la Suisse aux grands réseaux ferroviaires européens, l'importance des liaisons transfrontalières ou encore le rôle des infrastructures dans la compétitivité des entreprises. Or, Genève, comme Bâle, construit sa prospérité sur ses échanges internationaux. Ignorer cette dimension, dans un contexte où Genève est le premier contributeur à la péréquation intercantonale, c'est prendre le risque de freiner le développement économique du pays tout entier.

LE RAPPORT PROPOSE DEUX ENVELOPPES POUR LE FINANCEMENT FERROVIAIRE, L'UNE DE 14 MILLIARDS DE FRANCS ET L'AUTRE DE 24 MILLIARDS. QUELLE OPTION LE CANTON ENTEND-IL DÉFENDRE, ET POUR QUELLES RAISONS ?

Le choix de l'option à 24 milliards de francs devrait logiquement s'imposer, en dépit du fait qu'il touchera au pouvoir d'achat des habitantes et habitants de la Suisse avec son corollaire sur l'augmentation de la TVA. Sans cet investissement, il n'y aura pratiquement aucun projet structurant en Suisse romande avant deux décennies. Mais au-delà du volume financier, c'est la logique de priorisation des projets et de répartition des fonds qui doit être revue en profondeur. Les projets doivent être priorités non pas en fonction de leur coût, mais en fonction de la demande réelle, et de leurs impacts économiques et sociaux à long terme.

La Suisse doit se projeter sur le siècle à venir. Cela implique de planifier et de financer des infrastructures à la hauteur des défis de la compétitivité internationale et de la croissance démographique. Cela implique aussi d'ajuster les mécanismes de financement : la part dévolue aux projets routiers reste insuffisante, et les projets d'agglomération sont pénalisés par des

critères obsolètes, notamment la non-prise en compte des habitants et des emplois situés en territoire français de la région. Une telle situation n'est plus acceptable dans une métropole transfrontalière qui constitue l'un des moteurs économiques du pays.

QUELLES DÉMARCHES LE CANTON ENVISAGE-T-IL POUR FAIRE VALOIR PLUS EFFICACEMENT SA POSITION À BERNE CONCERNANT LES PRIORITÉS EN MATIÈRE D'INFRASTRUCTURES DE MOBILITÉ ?

La mobilisation politique et institutionnelle est déjà en cours. Genève agit de concert avec d'autres cantons pour défendre une vision ambitieuse et cohérente de l'aménagement des infrastructures ferroviaires et routières. Nous avons mis en place une gouvernance dédiée qui réunit le Conseil d'État, la députation fédérale, le Grand Conseil et l'Association des communes genevoises. Il faut impérativement parler d'une seule voix et renforcer notre influence lors des prochaines étapes de décision fédérales.

Nous continuons également à renforcer nos alliances stratégiques avec d'autres cantons confrontés à des enjeux similaires, tout en intensifiant notre présence à Berne à travers des relais politiques et économiques. Les acteurs de notre tissu économique - associations professionnelles, chambres de commerce, organisations patronales - sont également engagées aux côtés des autorités pour défendre une vision d'avenir partagée.

Les mobilités du 21^e siècle ne peuvent plus être pensées comme une juxtaposition de projets isolés. L'avenir de la Suisse dépend de sa capacité à planifier, à investir et à penser ses infrastructures comme un levier de compétitivité, d'innovation et de cohésion nationale. ■

Watch and Cow Travel Design

**POUR VOS SORTIES
D'ENTREPRISE**

un choix d'excursions d'une
journée ou plus...



Watch and Cow
+41 22 552 39 89
contact@watchandcow.ch
day-trip-geneva-fr.ch



VOTRE PROCHAIN
GRAND VOYAGE
COMMENCE
AVEC NOUS !

AU TIGRE VANILLÉ
CREATION DE VOYAGES

www.autigrevanille.ch | Genève • Rive 8 • +41 22 817 37 37 | Lausanne • Petit-Chêne 28 • +41 22 550 72 37

MOBILITÉ:
RAPPORT WEIDMANN
(suite)

Le point de vue de OuestRail



« L'important pour nous est d'avoir un réseau cadencé à la demi-heure des différents produits Grandes lignes entre Genève et les principales villes de la Suisse occidentale. »

QUELLE LECTURE FAITES-VOUS DE L'EXPERTISE WEIDMANN EN CE QUI CONCERNE LE FERROVIAIRE EN SUISSE ROMANDE ?
L'expertise Weidmann confirme la nécessité de renforcer l'offre, de diminuer les temps de parcours et d'augmenter les capacités en Suisse occidentale, particulièrement entre Genève, Lausanne et Berne. Il consolide les choix déjà pris par les Chambres fédérales, notamment la gare souterraine de Genève, le tunnel Morges-Perroy ou encore la ligne directe entre Neuchâtel et La Chaux-de-Fonds.

Le fait de reconnaître l'importance de l'axe Est-Ouest permettra d'appuyer les futurs projets qui viendront dans les messages ultérieurs. Cela nous laisse également une certaine marge de manœuvre pour introduire différents éléments dans le message politique qui sera mis en consultation l'année prochaine.

L'EXPERTISE WEIDMANN RECONNAÎT LA NÉCESSITÉ DE RENFORCER L'AXE FERROVIAIRE LAUSANNE-GENÈVE. POURTANT, LE TRONÇON MORGES-PERROY N'EST CONSIDÉRÉ COMME PRIORITAIRE QUE DANS LE SCÉNARIO À 24 MILLIARDS. COMMENT EXPLIQUEZ-VOUS CES DÉCISIONS ?
L'expertise doit être lue à deux niveaux. Le premier est le diagnostic de la situation qui est favorable à la Suisse occidentale. Le second niveau est celui des projets d'infrastructure.

L'association OuestRail, qui promeut le développement du rail en Suisse occidentale, apporte ses éclairages sur le rapport Weidmann. [Damien Cottier](#), président d'OuestRail et membre du Conseil national répond aux questions de la Chambre.

Le professeur Weidmann a eu comme mission d'analyser les projets arrêtés dans les derniers messages et ceux mentionnés dans les études à mener, à savoir les gares souterraines de Bâle et de Lucerne, les mesures d'accélération entre Lausanne et Berne, tout comme entre Winterthour et Saint-Gall, la nouvelle ligne entre Zurich et Aarau et le tunnel du Grimsel.

Les étapes d'une future nouvelle ligne Lausanne-Genève n'étant pas mentionnées dans la liste des infrastructures à analyser, il est normal qu'aucun autre élément ne ressorte de cette expertise. C'est l'un des points faibles de cette expertise.

QUELLES DÉMARCHES VOTRE ASSOCIATION ENVISAGE-T-ELLE D'ENTREPRENDRE POUR FAIRE VALOIR SA POSITION À BERNE ?
Nous allons consolider notre position d'entente avec les cantons de la Suisse occidentale qui sont récemment « montés à Berne » pour exprimer d'une seule voix leurs attentes avec tous les ministres cantonaux, les milieux économiques, dont la CCIG, et des parlementaires. Nous voulons communiquer sur un concept d'offre et non pas sur une liste d'infrastructures, dont on ne connaît pas encore l'impact sur le système global. Nous aurons un message politique, mettant l'accent sur la qualité des dessertes, le report modal (dont le potentiel est plus élevé en Suisse occidentale - et la capacité offerte, tant en nombre de places pour le trafic voyageurs, qu'en nombre de trains pour le trafic marchandises. L'important pour nous est d'avoir un réseau cadencé à la

demi-heure des différents produits Grandes lignes entre Genève et les principales villes de la Suisse occidentale, notamment avec la réintroduction de la liaison directe entre Genève, l'Arc jurassien et Bâle. Les temps de parcours entre Lausanne et Berne doivent être réduits pour disposer à Lausanne d'un nœud de correspondances fonctionnel. Il faut aussi travailler sur les liaisons de la ligne du pied du Jura en supprimant les goulots de Vauseyon et de Bussigny. C'est sur une base saine et propre que nous pourrons ensuite développer une offre RegioExpress et RER performante avec des trains toutes les 15 minutes, voire moins, autour des principaux centres économiques de la Suisse occidentale, qui rappelons-le est un des principaux moteurs du pays aussi bien au plan économique que démographique.

POUVEZ-VOUS NOUS EN DIRE D'AVANTAGE SUR LES OBJECTIFS DE OUESTRAIL D'ICI À 2045 ?
OuestRail continuera à s'engager pour disposer d'une offre ferroviaire performante pour la Suisse occidentale, et de sa connexion avec le reste du pays et du réseau ferroviaire européen, qui n'a pas été abordée par le rapport Weidmann. En effet, la Suisse occidentale c'est l'ouverture sur Paris, Lyon (un axe qu'il faut impérativement améliorer) puis Marseille et Barcelone, espérons demain aussi sur Londres sans changement, mais aussi sur l'Italie via le Simplon. C'est donc l'arrimage du pays à l'Europe du nord-ouest, du sud-ouest et du sud. Cet engagement passera notamment en appuyant la pertinence des développements proposés et la recherche de solutions pragmatiques et de financements appropriés. ■



Position de la CCIG

La CCIG salue le fait que le rapport reconnaisse le manque d'investissements dont la région lémanique a souffert ces dernières décennies.

Comme le souligne le professeur Weidmann : « Le long de l'arc lémanique, ni la route ni le rail n'ont pu suivre le rythme de la croissance de ces dernières années. La congestion est donc déjà importante. »

Si ce constat est encourageant, la CCIG déplore qu'il ne soit pas suivi de mesures concrètes et immédiates. Il est plus qu'indispensable que des projets routiers et ferroviaires soient rapidement programmés dans l'Arc lémanique.

- La CCIG appelle à :**
- Mettre en place une véritable stratégie ainsi qu'un plan détaillé pour le doublement complet de la ligne ferroviaire entre Genève et Lausanne.
 - Ouvrir à la circulation la bande d'arrêt d'urgence sur l'autoroute A1 entre Nyon et le Vengeron, afin d'améliorer la fluidité du trafic.
 - Réaliser l'élargissement à trois voies de l'autoroute entre Perly et l'aéroport, pour permettre le contournement du centre de Genève.

Par ailleurs, la Chambre regrette l'absence de la Traversée du Lac parmi les projets prioritaires du rapport. Cet ouvrage demeure pourtant stratégique pour achever le contournement autoroutier de Genève et libérer le centre-ville du trafic pendulaire.

Face à l'importance économique de notre canton, la Chambre estime que Genève a impérativement besoin d'investissements à la hauteur de son rôle moteur et d'une vision d'avenir ambitieuse pour accompagner son développement. ■



À VENDRE
PLAN-LES-OUATES

Devenez propriétaires de vos locaux industriels et artisanaux

- 8'000 m² divisibles dès 300 m²
- Grand plateau de 1'500 m² sur un même niveau
- Pour tout type d'activité : laboratoire, atelier, showroom, production
- Accès poids lourds et zones de livraison de plain-pied
- Monte-charges
- Permis de construire en force, livraison 2028

Anne-Pascale Marchand
apm@spgpartner.ch +41 22 707 46 36



DÉLÉGATIONS

Délégation genevoise à Dubaï et en Égypte



Les représentants de la CCIG et de la Chambre de commerce suisse en Égypte lors de la délégation au Caire.

INNOVATION ET IA À DUBAÏ

Première étape, cap vers Dubaï, où la délégation a bénéficié d'un accès privilégié à GITEX Global – l'un des plus grands salons technologiques mondiaux – et à Expand North Star, rendez-vous régional majeur pour les start-up. Ces participations ont été rendues possibles grâce au protocole d'accord (MoU) signé en octobre 2024 entre la CCIG

Du 12 au 17 octobre 2025, la Chambre a mené une délégation économique à Dubaï puis en Égypte, réunissant des entreprises suisses intéressées par l'expansion de leurs activités à l'international. Cette délégation a permis d'explorer deux environnements économiques en pleine transformation, chacun offrant des perspectives de développement ciblées.

et la Dubaï Chambers, scellant une coopération durable entre les deux institutions. Outre la découverte des dernières tendances, les délégués ont pu, lors de ces visites, multiplier les échanges avec des acteurs clés de l'écosystème technologique émirien.

Sur le plan institutionnel, la délégation a été reçue par Son Excellence [Omar Sultan Al Olama](#), ministre d'État à l'intelligence artificielle, le directeur général de l'Autorité de l'IA de Dubaï, ainsi que le CEO de la Chambre de commerce de Dubaï. Le directeur général de la Chambre, [Vincent Subilia](#), a également co-ménagé l'inauguration du Pavillon Suisse à GITEX, auprès de l'Ambassadeur suisse aux EAU, [Arthur Mattli](#), et de la Consule générale suisse à Dubaï, [Angelica Schempp](#).

INVESTISSEMENTS ET INDUSTRIE EN ÉGYPTE

En Égypte, les échanges se sont concentrés sur le climat d'investissement et les dispositifs d'accompagnement mis en place par les autorités. La délégation a rencontré des représentants de l'Information Technology Industry Development Agency (ITIDA), de la General Authority for Investment (GAFI) et du ministère de l'Investissement. Installée dans la Smart Village, à proximité du Caire, l'ITIDA accompagne les entreprises internationales via des incitations à l'export, des subventions à l'implantation et des programmes de formation. Elle s'appuie sur un vivier important de talents locaux, notamment dans les filières techniques. La visite s'est poursuivie dans la Suez Canal Economic Zone (SCZone), où la délégation a

été reçue par le président de cette zone économique indépendante, SE Walid Gamal El-Din. Une zone économique spéciale de 455 km² dotée de ports modernes, de zones industrielles et d'infrastructures logistiques intégrées, la SCZone propose un cadre réglementaire avantageux, incluant des exonérations fiscales, une TVA à taux zéro sur certains intrants, ainsi qu'un guichet unique numérique pour les investisseurs. Elle a déjà attiré plus de 10 milliards de dollars d'investissements directs sur les trois

dernières années, répartis sur plus de 330 projets industriels.

Entre Dubaï, pôle d'innovation et de commerce, et l'Égypte, plateforme industrielle et logistique à l'échelle régionale, la mission a permis aux participants d'identifier des axes de développement clairs et des relais de croissance potentiels. La Chambre entend poursuivre le dialogue engagé afin de soutenir les entreprises genevoises souhaitant s'implanter ou collaborer dans ces régions à fort potentiel. ■



Participants en visite au Gitex Global 2026 à Dubaï.

AELE-INDE

Accord AELE-Inde: mode d'emploi pour les exportateurs suisses

L'accord de libre-échange AELE-Inde (TEPA) est entré en vigueur le 1^{er} octobre 2025. Il ouvre de nouvelles perspectives aux entreprises suisses en réduisant les droits de douane sur une large gamme de produits industriels et agricoles, en facilitant l'accès aux services et en simplifiant certaines procédures douanières.

Pour bénéficier des préférences tarifaires, les exportateurs doivent prouver l'origine suisse de leurs marchandises via le certificat EUR.1, délivré par les autorités douanières. Attention: le cumul avec des matériaux originaires de l'UE n'est pas autorisé dans ce cadre. Chaque produit doit répondre aux règles d'origine spécifiques à l'accord, définies dans une annexe technique. Switzerland Global Enterprise met à disposition une



FAQ détaillée, le FTA Tool pour vérifier l'éligibilité des produits, ainsi que notre service ExportHelp. Nous vous accompagnons dans vos démarches, répondons à vos questions techniques et vous aidons à sécuriser l'accès aux avantages tarifaires. Une bonne préparation documentaire, une lecture attentive des règles d'origine et un suivi rigoureux sont essentiels pour transformer cet accord en véritable levier commercial. ■

**SWITZERLAND
GLOBAL
ENTERPRISE**



Votre entreprise, notre métier

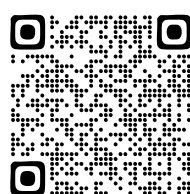
Un accompagnement sur mesure

Financements et leasing

Solutions digitales

Gestion et investissement

Transmission d'entreprise



BCGE

PARTENAIRES

Le Groupe Grenat, son esprit sportif fait vibrer Genève



COMMENT ÉVALUEZ-VOUS LA SAISON DES CLUBS DU GROUPE, TANT SUR LE PLAN DES PERFORMANCES QUE CELUI DE VOS TALENTS ?

Il est encore tôt pour tirer un bilan définitif. Si le SFC connaît un début difficile, il ouvre un nouveau cycle avec un entraîneur reconnu pour valoriser la jeunesse. Trois talents issus de la relève profitent déjà de cette dynamique. Le GSHC figure parmi les équipes de tête et vise un retour en play-offs. Là aussi, un jeune joueur formé au club s'illustre déjà. Le Servette Football Club Chênois Féminin (SFCCF) mène le championnat féminin, porté notamment par une jeune défenseuse déjà convoquée en équipe nationale.

En rugby, les Servettiens réalisent un excellent départ en Nationale 2, marqué par deux victoires au Stade de Genève devant plus de 2 000 supporters. Au-delà des résultats, la formation reste au cœur du projet. Le développement continu des jeunes dans nos académies et la promotion du sport auprès de la jeunesse sont les moteurs du Groupe Grenat et de la Fondation 1890.

QUELS ONT ÉTÉ LES TEMPS FORTS DE CETTE SAISON, SUR LE TERRAIN ET EN COULISSE ?

L'année 2025 revêt une dimension particulièrement symbolique pour notre Groupe avec les célébrations des 135 ans du Servette FC et les 120 ans du Genève-Servette Hockey Club, deux monuments du sport genevois et suisse. Ces anniversaires ont été l'occasion pour la population genevoise de célébrer un héritage exceptionnel, mais aussi de se projeter vers l'avenir en affirmant la vitalité, la modernité et l'unité de ces deux clubs. Ces deux jubilé ont rassemblé un public nombreux ainsi que tous nos partenaires, commerciaux ou institutionnels.

Le SFCCF et le Servette Rugby Club poursuivent leur beau développement, tant sur le plan sportif que populaire. Leur progression continue témoigne d'une belle dynamique et d'un ancrage grandissant dans le paysage sportif genevois. Les rencontres de ces clubs au Stade de Genève

En 2025, le Groupe Grenat célèbre une année doublement historique : les 135 ans du Servette FC et les 120 ans du Genève-Servette Hockey Club (GSHC). Deux anniversaires qui ont permis à Genève de rendre hommage à un patrimoine sportif unique tout en affirmant, avec fierté, la modernité et la cohésion de ses clubs phares. Rencontre avec **John Schmalz**, CEO de Genève Sports SA, entité du Groupe Grenat.

sont devenues de véritables fêtes populaires, attirant un public toujours plus nombreux et contribuant à renforcer l'identité et la visibilité du Groupe.

L'ESPRIT SPORTIF DU GROUPE GRENAT, C'EST AUSSI UN ENGAGEMENT AU SERVICE DES JEUNES TALENTS ET DE CAUSES CARITATIVES. QUELLES ACTIONS METTEZ-VOUS EN PLACE ?

C'est avant tout un objectif majeur du propriétaire de mettre les jeunes talents, filles et garçons qui forment la relève, en filigrane permanent de ce magnifique esprit sportif. Elles et ils bénéficient de programmes sportifs, de santé mentale, de développement de performance ou de nutrition.

Toutes et tous ne se retrouveront peut-être pas naturellement dans un club professionnel. Nous considérons d'autres options d'orientation selon les situations comme la redirection vers des formations d'arbitres, de coaches sportifs, de cadres ou de responsabilités dans des clubs sportifs par l'intégration dans des cursus sports-études et la reconversion professionnelle en fin de carrière.

Aujourd'hui nous nous associons par exemple à des actions communautaires caritatives en faveur d'enfants hospitalisés ou à la participation de sportifs à des courses comme la Together Run en faveur de l'intégration de migrants à Genève. Sur le plan d'actions caritatives et plus larges nous sommes à l'aube d'une ambitieuse plateforme, motivée par l'un de nos partenaires principaux, qui inclura des axes propres à la gouvernance, aux droits de l'homme, à l'environnement ou à la loyauté des pratiques.

COMMENT, SELON VOUS, LE PARTENARIAT AVEC LA CHAMBRE S'INSCRIT-IL DANS LA VISION À LONG TERME DU GROUPE GRENAT POUR RENFORCER LES SYNERGIES ENTRE LE MONDE ÉCONOMIQUE ET LE SPORT À GENÈVE ?

Le sport est un magnifique outil de communication qui permet à une communauté sociale et économique de vivre des expériences uniques d'immersion dans un monde de passions. En contribuant ainsi activement au développement de la notoriété du Groupe Grenat dans une Genève multiculturelle et fleuron économique, la Chambre et ses Membres ont accès à un important réseau tout en vivant des moments

intenses de l'actualité sportive. Le tout en devenant contributeur du développement social de jeunes filles et jeunes gens dans une véritable école de vie. Nous sommes évidemment fiers et très heureux de ce rapprochement.

QUELLES SONT LES PRIORITÉS STRATÉGIQUES DU GROUPE GRENAT POUR LES PROCHAINES ANNÉES ?

Nous nous devons de garantir le budget sportif de la formation et des clubs afin d'assurer leur développement et leurs performances. Au-delà des capacités essentielles en infrastructures, existantes et planifiées pour assurer tant la formation que le déroulement des compétitions, nous nous projetons sur la création d'espaces de vie pour les jeunes talents qui fréquentent nos académies.

Genève est un nom, un tissu économique fantastique, un cadre merveilleux pour faire bénéficier la réputation de nos clubs sportifs,

leurs titres passés et à venir à tous les partenaires qui, comme la CCIG, ont saisi ce vecteur pour une promotion intra et extra cantonale. ■



VOTRE PARTENAIRE LOGISTIQUE DE CONFIANCE

Leader du transport maritime et de la logistique, MSC soutient activement les ambitions de commerce international de ses clients en développant constamment son réseau et sa flotte. Fondée en 1970 et basée à Genève depuis 1978, MSC transporte chaque année 27 millions de conteneurs dans le monde entier.

MOVING THE WORLD, TOGETHER.

LE POINT SUR L'ARBITRAGE

Recourir contre une sentence arbitrale en Suisse?

Au terme d'une procédure d'arbitrage, le tribunal arbitral rend une sentence arbitrale, qui tranche le litige. En principe, une sentence arbitrale est définitive. Lorsque le siège de l'arbitrage se trouve en Suisse, les parties ont en principe un délai de 30 jours pour déposer un recours directement devant le Tribunal fédéral. Les motifs de recours sont cependant très limités, et les parties peuvent même convenir d'exclure toute possibilité de recours dans certaines circonstances.

En matière d'arbitrage international (lorsqu'une des parties au moins a son domicile ou son siège à l'étranger), le recours est en principe limité aux aspects procéduraux de l'arbitrage. Par exemple, la sentence peut être annulée lorsque l'indépendance ou l'impartialité d'un arbitre est compromise, ou en cas de violation du droit d'être entendu d'une partie. Le Tribunal fédéral peut également examiner si les parties ont valablement consenti à soumettre leur litige à l'arbitrage. Il n'est en revanche



pas possible pour le Tribunal fédéral de revoir la décision sur le fond, sauf dans des circonstances extraordinaires, lorsque la sentence viole des principes fondamentaux de l'ordre juridique suisse.

En cas d'arbitrage interne (lorsque toutes les parties ont leur domicile ou leur siège en Suisse), les motifs de recours sont un peu plus larges. Il est notamment possible de contester la sentence si elle est arbitraire dans son résultat.

Le Tribunal fédéral ne revoit en principe pas les faits établis par le tribunal arbitral. Le Tribunal fédéral adopte en outre une

pratique restrictive, et il est rare qu'un recours contre une sentence arbitrale soit admis.

Le recours contre une sentence arbitrale ne permet pas de « refaire le procès », mais vise à s'assurer que l'arbitrage s'est déroulé correctement. Ce contrôle judiciaire restreint permet ainsi aux parties de régler rapidement leur litige, devant une seule instance, tout en s'assurant que les garanties fondamentales de procédure ont été respectées. ■

Hébergé à la Maison de l'économie, le Swiss Arbitration Centre a été cofondé par la CCIG, dont elle est actionnaire. Vincent Subilia, directeur général de la Chambre, siège au sein de son Conseil d'administration.



CONTACT ET INFORMATIONS:
www.swissarbitration.org ou
centre@swissarbitration.org

Impressum

GENÈVE ÉCONOMIE

Magazine de la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève

Parution: 10 numéros par an, 3 800 exemplaires

Responsable d'édition: Elsa Floret

Coordination: Raphaële Sagne

Rédaction: Romain Duriez, Aurélie Hutzli, Bertrand Konaté, Florence Maghe, Raphaële Sagne, Matia Trosic

Insertions: HP media SA, tél. 022 786 70 00

Graphisme: Fabrizio Rossi

Impression: Atar Roto Presse SA, Satigny

Contact et abonnements: publications@ccig.ch

Editeur



Maison de l'économie
Bd du Théâtre 4 – 1204 Genève
Tél. + 41 (0)22 819 91 11
www.ccig.ch



ISSN 3042-6510 imprimé en suisse

COMMUNAUTÉS



De nouveaux Membres à la Chambre

Nous souhaitons une chaleureuse bienvenue à nos 42 nouveaux Membres, admis courant octobre, dont:

Accompagnement industriel OPTIMÉTIS Sàrl
Association / Organisation internationale EUROPEAN FREE TRADE ASSOCIATION EFTA/AELE GLOBAL BUSINESS FOR UKRAINE VEREIN ONG PIERMARC SUISSE
Bijouterie / Joaillerie HAUTE JEWELS INTERNATIONAL SA MAYIANA SA
Coaching / Formation IMSAY COACHING MIR INTEGRATION Sàrl
Communication / Événementiel / Marketing IMPAKT NEXUS KATHLEEN MORF GRAPHIC DESIGNER

SINGULIERS PLURIEL - AGENCE DES COMMUNICATIONS STUDIO FAVORITE Sàrl (Patric Pop)
Conseil / Courtage assurances FILHET-ALLARD MARITIME SAS, BORDEAUX, SUCCURSALE DE GENÈVE GAETAN BERRY PSPI SA
Conseil / Entreprises ADOR LEGAL SERVICES SA BORGES CONSEILLÈRE STRATÉGIQUE COLEARNIS SA
Construction HRS REAL ESTATE SA
Développement durable MUSE COACHING

Éducation / Formation FIRSTMED SA
Finance / Gestion de fonds / Investissements JEMA TECH SOLUTION Sàrl FINAVERSUM SA
Gastronomie AUX MERVEILLEUX DE FRED GENEVE Sàrl COOKLY Sàrl WHIPPED Sàrl
Horlogerie FVF MONTRES SA
Immobilier ARGECIL SA CLEMAVIE Sàrl OMNIA IMMOBILIER SA

Informatique / IA DISTRIMANIA Sàrl INFOGESTION SA REDSSEN CONSULTING SA SOVANYM AI
Logistique CHIP Sàrl
Loisirs / Sport ELITE FONDATION PERFORMANCE LUDIK AVENTURE Sàrl (EO200)
Santé RIVE DROITE SA - CENTRE D'IMAGERIE
Trading industrie pétrolière HELLENIQ PETROLEUM TRADING SA
Tourisme AMAWANDA SA

Écho»
Genevois

L'actualité politique
et économique

Chaque trimestre, un éclairage
précis sur les enjeux politiques et
économiques à Genève. Abonnez-vous
en scannant le QR-code.



PARTENAIRES

PLATINE



OR



ARGENT



BRONZE

